

Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France  
Unité départementale des Yvelines

**Arrêté de prescriptions complémentaires n°2016-40175  
portant sur les modalités de gestion de la pollution diagnostiquée sur le site de la  
société SIMED à Conflans-Sainte-Honorine**

**Le Préfet des Yvelines,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1969 autorisant la Société Industrielle Marine et Electrique des établissements Diolot et Cie à exploiter un atelier d'essai sur bancs moteur sur le territoire de la commune de Conflans-Sainte-Honorine, 30 quai Eugène Lecorre ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires en date du 28 février 2002

**Vu** le récépissé de cessation d'activité du 10 mars 2016 ;

**Vu** l'usage futur projeté de type habitation ;

**Vu** le diagnostic préliminaire de la Société GEOLIA en date du 1<sup>er</sup> février 2016 mettant en évidence des impacts environnementaux dans les sols et dans les eaux ;

**Vu** le diagnostic complémentaire de la Société GEOLIA en date du 26 avril 2016 précisant les impacts environnementaux mis en évidence dans le diagnostic du 1<sup>er</sup> février 2016 et proposant des mesures de gestion nécessaires afin de rendre compatible le terrain en vue d'un usage de type habitation ;

**Vu** le courrier de la société SIMED s'engageant à mettre en œuvre les mesures de gestions décrites dans le plan de gestion du bureau d'étude GEOLIA

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 30 septembre 2016 ;

**Vu** l'avis émis par le Comité Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) lors de sa séance du 18 octobre 2016 ;

**Considérant** la présence de sources de pollution dans les sols et dans les eaux ;

**Considérant** que les mesures de réhabilitation proposées par la société SIMED dans son courrier du 14 septembre 2016 permettront un usage futur de type habitation parcelles 216 et 217 ;

**Considérant** qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R.512-31 du Code de l'environnement et de prescrire les mesures propres à sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'il est nécessaire de compléter une fois les travaux de dépollution réalisés l'analyse des risques résiduels prédictive fournie dans le diagnostic complémentaire de la société GEOLIA en date du 1<sup>er</sup> février 2016 ;

**Considérant** qu'une surveillance des milieux et des restrictions d'usage pourra éventuellement être proposée au regard des résultats des mesures de gestion mises en œuvre ;

**Considérant** que l'exploitant n'a pas émis d'observation sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis le 19 octobre 2016 ;

**Sur proposition du secrétaire général de la préfecture**

## **Arrête :**

### **TITRE I : Conditions générales**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société SIMED, dont le siège social est situé 60 chemin de la Boris à LA PENNE SUR HUVEAUNE (13821) est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté qui s'appliquent sur son ancien site d'exploitation située 30 Quai Eugene LE CORRE à CONFLANS-SAINT-HONORINE sur les parcelles BM 216 et 217.

Le site devra être remis dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement et dans un état permettant un usage de type habitation.

### **TITRE II : Plan de Gestion**

#### **Article 2 Mise en œuvre :**

La société SIMED est tenue de mettre en œuvre les mesures de dépollution conformément au plan de gestion GEOLIA Dossier N° G160029 version C.

Les travaux consisteront en :

- l'excavation et l'élimination jusqu'au toit de la nappe des terres présentant des pollutions (solution 2)
- la substitution de l'ensemble des remblais du site présent au droit des zones de pleine terre. (solution 1)

Toute modification de moyen de traitement ainsi que toute découverte de nouvelles zones polluées non répertoriées seront portées à la connaissance de l'inspection des installations classées.

#### **Article 3 : Travaux**

Avant le démarrage des travaux d'excavation, l'exploitant ou l'organisme qu'il a mandaté pour le suivi du chantier met en place les procédures d'organisation, elles précisent notamment :

- le plan d'échantillonnage et les modalités de caractérisation et tri des lots de terre et les dispositions prévues pour assurer une traçabilité des mouvements de terre, sur le site et à l'extérieur ;
- le plan de contrôle des différentes opérations et les modalités de gestion des écarts, non-conformités et anomalies ;
- les dispositions en cas d'incident/accident et d'alerte riverains.

En cas d'évolution des travaux et du chantier, les procédures seront actualisées. Ces documents sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Toutes les précautions sont prises pour que les travaux de dépollution ne soient pas une source de contamination supplémentaire des sols et des eaux souterraines par :

- une perturbation du milieu ;
- la création de voies préférentielles de migration de substances polluantes dans le sol ou dans les eaux souterraines ;
- le déplacement d'une source de pollution.

Dans le cas d'utilisation de terres de substitutions, ces dernières ne doivent pas présenter de risques pour l'environnement et devront respecter les valeurs de bruit et fond géochimique local.

L'aire de stockage temporaire des terres polluées doit être étanche et en rétention. Elle est conçue de façon à permettre, en toute circonstance et à tout moment, la récupération des éventuelles eaux de ruissellement sans risque de pollution des sols.

Les terres polluées sont éliminées dans un centre autorisé au titre de la législation des installations classées en fonction de leur degré de contamination.

### **TITRE III : Prévention des nuisances et des risques de pollution**

#### **Article 4 : Circulation**

Le site est aménagé de manière à permettre la circulation, le stationnement et l'évolution des véhicules sans gêne pour la circulation sur la voie publique. Les véhicules et voiries internes au site sont, en tant que de besoin, nettoyés afin d'éviter le dépôt de boues et de terres sur la voie publique.

#### **Article 5 : Poussières et émissions**

Toutes les dispositions sont prises pour éviter l'envol de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage ou la salubrité publique. En particulier, les dépôts de matériaux pollués doivent être recouverts par des bâches de protection étanches.

De même, toutes les précautions sont prises pour que les travaux ne créent pas de nuisances particulières (odeurs, fumées, poussières, bruit...) susceptibles d'engendrer une gêne pour le voisinage.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

#### **Article 6 : Élimination des déchets**

L'exploitant s'assure que les transporteurs et les collecteurs dont il emploie les services respectent les réglementations en vigueur en ce qui concerne le transport des déchets.

Les déchets générés lors du chantier de dépollution, y compris les terres polluées éliminées à l'extérieur du site, sont éliminés conformément aux dispositions du chapitre 1er Titre IV, Livre V du Code de l'environnement, relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et des textes pris pour son application.

#### **Article 7 : Surveillance et protection du site**

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Le site est placé sous surveillance.

Le chantier doit disposer des moyens nécessaires à la lutte contre l'incendie. L'accès du site aux services de secours est facilité en permanence.

Par ailleurs durant toute la période des travaux, les accès au site signalent la présence d'un chantier et les risques afférents (chute...).

## **Article 8 : Nuisances sonores**

Les installations sont exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les émissions sonores de l'installation n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées par l'article R1336-9 du code de la santé publique.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, sont conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier sont conformes à un type homologué.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

## **TITRE IV :Rapport de fin de travaux**

### **Article 9 : Rapport**

A l'issue des travaux engagés au titre de l'article 2 du présent arrêté, la société SIMED justifie de la bonne mise en œuvre des mesures de gestion prévues par le plan de gestion visé au présent arrêté. Elle justifie également de leur efficacité en terme notamment de compatibilité sanitaire entre l'état résiduel effectif et l'usage retenu de type habitation.

A cet effet, la société SIMED transmet à l'inspection des installations classées un rapport de fin de travaux comprenant, à minima :

- un bilan de la mise en œuvre des mesures de gestion prévues par le plan de gestion comprenant notamment un récapitulatif des opérations de contrôle réalisées et l'ensemble des justificatifs ad hoc :

- un plan détaillé des zones traitées ;

- un bilan quantitatif et qualitatif des terres évacuées vers l'extérieur du site en précisant leur destination ;

- un bilan des terres apportées en comblement (origine, volume, caractéristiques, nature)

- un état du niveau de pollution résiduelle dans les sols ainsi que la cartographie associée.

Dans un délai d'un mois après la fin des travaux, l'analyse des risques résiduels prédictive sera remise à jour sur la base des mesures de gestions effectivement réalisées et sur les résultats des analyses fonds fouilles et bords de fouilles.

En cas d'écart avec les objectifs initiaux, SIMED réalisera une analyse coût-avantage des solutions complémentaires possibles pour traiter la pollution résiduelle après travaux.

## **TITRE V :Surveillance et restriction d'usage**

### **Article 10 : Surveillance des eaux souterraines**

Une surveillance quadriennale de la qualité des eaux souterraines est effectuée par la société SIMED.

Cette surveillance comprend des analyses semestrielles réalisées par un laboratoire agréé sur des prélèvements effectués sur les piézomètres PZ1, PZ2 et PZ3 (implantés sur le site). Les polluants analysés sont les hydrocarbures, les hydrocarbures aromatiques, polycycliques ainsi que les métaux.

Les niveaux piézométriques sont également relevés.

La fréquence de contrôle pourra être revue en fonction des résultats observés et après avis de l'inspection des installations classées.

L'ensemble des résultats de surveillance des eaux souterraines ci-dessus mentionnée est reporté dans un rapport adressé à l'inspection des installations classées dans le mois suivant la réception des résultats.

## **Article 11 : Restriction d'usage**

La Société SIMED fournit, dans un délai de deux mois suivant la réalisation des travaux de remise en état, une proposition relative à la définition des restrictions d'usage qu'il s'avère nécessaire de pérenniser afin de garantir dans le temps, la compatibilité des usages du site avec la qualité des eaux souterraines ainsi que l'état de pollution résiduelle, et prenant en particulier en compte les conclusions de l'analyse résiduelle des risques fixée à l'article 9 du présent arrêté.

## **TITRE VI : Informations des Tiers**

### **Article 12 : Affichage**

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Conflans-Sainte-Honorine, où toute personne intéressée pourra la consulter.

Une copie, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affichée à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités. Une copie sera affichée en permanence, de façon visible, sur le site concerné par le présent arrêté à la diligence de la société SIMED.

En outre, un avis relatif à cet arrêté sera inséré par les soins du préfet dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Cet arrêté sera inséré dans le recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines, accessible sur le site Internet de la préfecture.

En cas d'inobservation des dispositions du présent arrêté, la société sera passible des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement.

### **Article 13 : Recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Versailles :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

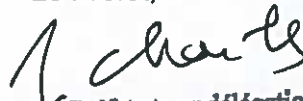
Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### **Article 13 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye, le maire de Conflans-Sainte-Honorine, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **14 NOV. 2016**  
Le Préfet,

  
**Pour le Préfet et par délégation,**  
Le Secrétaire Général

**Julien CHARLES**

